

Accusations de harcèlement: Elimas se dit "victime d'une attaque d'une grande violence"

Paris, 17 janv. 2022 (AFP) -

Nathalie Elimas, secrétaire d'État chargée de l'Education prioritaire, s'est dite lundi "victime d'une attaque d'une grande violence", après la révélation de soupçons de harcèlement et de l'existence d'une enquête administrative sur le fonctionnement de son cabinet.

"Depuis ce week-end, je suis victime d'une attaque d'une grande violence, à titre personnel. Je pense à mes enfants, qui ont très mal vécu ce weekend lorsqu'ils ont vu leur mère accusée de harcèlement", a-t-elle dit, manifestement émue, sur Radio J.

C'est "très dur, très violent, la violence est inouïe pour mes enfants, mais sur le fond des choses je suis sereine", a-t-elle affirmé.

"Ce qui se passe aujourd'hui ce sont des fuites extrêmement malveillantes, pour me déstabiliser probablement. La diffamation est caractérisée. Si je savais qui est à l'origine des fuites, je porterais plainte, probablement", a déclaré la secrétaire d'Etat, en poste depuis juillet 2020.

"Ce qui se passe, c'est une enquête interne pour observer les ressources humaines du cabinet. Ce n'est pas une enquête judiciaire, ce n'est pas une enquête préalable", a-t-elle fait valoir.

"Tous les membres de mon cabinet ont été entendus, (...) les secrétaires, les chauffeurs, les conseillers, la ministre", a-t-elle dit, précisant qu'un rapport serait rendu "dans quelques semaines".

"Ce rapport n'a pas vocation à être rendu public. Moi, cela ne me dérangerait pas de le rendre public, je suis assez sereine", a-t-elle ajouté.

"Parfois, dans la collaboration, ça dysfonctionne, il est possible qu'on mette un terme à une collaboration. C'est ça, et rien de plus. Tout s'est bien passé dans la bienveillance", a-t-elle assuré.

Cinq sources ont indiqué à l'AFP samedi que Mme Elimas faisait l'objet d'une enquête administrative. Plusieurs de ces sources ont précisé qu'elle se voyait reprocher des faits de "harcèlement" voire de "maltraitance" sur des collaborateurs. Toutes ont préféré garder l'anonymat.

Sollicité samedi, le ministère de l'Education nationale a confirmé qu'une enquête administrative était en cours "sur le fonctionnement ressources humaines du cabinet de Mme Elimas".

cac/bfa/dch

Afp le 17 janv. 22 à 08 55.

